

Des menaces sur l'IRD

Piloté par un président qui a perdu la confiance du personnel et un DG qui ne l'a jamais eue, l'IRD vit actuellement la pire crise de son histoire, une crise qui pourrait bien lui être fatale. En un an se sont succédés la mise en place d'un système de gestion financière compliqué et mal adapté, une réorientation des priorités de l'institut à travers le contrat d'objectifs, l'arrivée d'un nouveau directeur, la décision de déménager le siège de Paris à Marseille, une directive incitant les unités de recherche vers une réorganisation en structures mixtes, de préférence avec l'université, et enfin la création d'une agence de moyens, tout cela sans aucune augmentation de crédits ou de personnel.

Le coût du nouveau système de gestion imposé par l'administration a été énorme, tant en prix de revient, avec le recours à de nombreux consultants externes payés fort cher, qu'en temps consacré à la formation du personnel et à la manipulation de l'outil. Son accès est impossible aux directeurs d'unité qui voient leur travail de gestion budgétaire et humaine augmenter constamment, et dont l'emploi complique même énormément le travail des gestionnaires. Lors de la conférence générale des directeurs et des représentants, l'été dernier à Paris, le surcroît de travail et l'envahissement des tâches administratives au détriment de la recherche, ont été vivement dénoncés. De plus, l'IRD, après avoir fait l'effort de maîtriser cet outil finalement destiné à servir le siège administratif davantage que les équipes de recherche, veut engloutir dans la délocalisation la plupart des employés compétents dudit siège.

Le contrat d'objectifs, immédiatement traduit par un alignement des nouveaux recrutements sur les six priorités choisies (lutte contre la pauvreté, migrations internationales, maladies infectieuses émergentes, changement climatique, ressources et accès à l'eau, écosystèmes et ressources naturelles), bouleverse profondément les problématiques des équipes et oriente radicalement les nouveaux recrutements. Une estimation bien subjective avancée par la direction assure que la moitié des chercheurs s'inscrit déjà dans les thématiques énoncées, et que d'ici quatre ans un chiffre de deux-tiers doit être atteint. Des disciplines telles que l'archéologie et la linguistique seront broyées dans le processus. Dans un passé récent, de « petites » spécialités telles que l'ornithologie ou la primatologie ont été étouffées alors que l'apparition de menaces telles que la grippe aviaire ou les fièvres hémorragiques, a montré combien ces calculs à courte vue sont dangereux : l'IRD est maintenant quasi démunie dans ces secteurs devenus cruciaux pour le développement.

L'arrivée du nouveau directeur général, après un *statu quo* prolongé, avait été vécue comme un soulagement par rapport au mandat de son prédécesseur, qui n'avait à aucun moment convaincu de son désir de servir l'Institut. Toutefois le nouveau DG incite et encourage un rapprochement avec l'enseignement supérieur national au détriment de la spécificité et du savoir-faire des chercheurs de l'IRD. L'incitation actuelle à l'umr-isation est plus que dirigiste, avec actuellement 79 UR dont 32 UMR, il faut inverser cette proportion dans les six prochains mois, avec un effort particulier demandé aux sciences humaines. Dans une lettre collective, les directeurs d'unités ont unanimement protesté contre cette précipitation. Un des arguments du DG consiste à dire que les universités sont nos partenaires principaux dans les pays du Sud alors que les instituts de recherche qui survivent çà et là sont privés de moyens. Il oublie cependant que les universités du Sud sont elles-mêmes en général dépourvues de moyens pour faire de la recherche (manque de véhicules, de laboratoires, de consommables, d'équipements lourds, de bourses d'étude) avec des enseignants eux-mêmes surchargés par des tâches d'enseignement énormes et des promotions de plusieurs milliers d'étudiants, et n'ayant guère de temps pour aller sur le terrain, en dehors de leur temps de congé. L'institut est en fait déjà bien implanté dans les universités des pays partenaires, là même où se situent son terrain et son action.

Il y a quelques années un précédent président, Philippe Lazar, avait imposé une réforme fondée sur une attaque en règle contre la multidisciplinarité, et avait organisé la formation de petites UR dévolues à des questions scientifiques ponctuelles. Il y a 6 ans, une nouvelle réforme, qui allait du reste à l'encontre des principes lazariens, a entièrement redéployé la composition des équipes, tout en préconisant un nombre minimal de cinq chercheurs IRD par UR. On nous dit à présent qu'un effectif entre temps porté à quinze chercheurs, devient lui-même insuffisant, et que les équipes devraient comporter une cinquantaine de personnes ! Evidemment, seule la fusion dans des unités

mixtes permet de répondre à cette nouvelle exigence, de sorte que la plupart des UR spécifiquement IRD doivent actuellement se saborder.

Cette question de l'umr-isation n'est pas indépendante de l'évolution générale de l'IRD non plus vers la recherche mais vers une agence de moyens (dans le projet du candidat Sarkozy), ou plutôt vers une « agence d'objectifs, de programmation et de moyens » (et ce par ordre d'importance décroissante). Le président de l'IRD, qui admet que cette évolution se fera sans moyens supplémentaires plaide pour une « forme d'atypie » qui ne ressemblerait ni à l'ANR ni à l'AERES. Il observe que l'aide publique au développement est passée de 0.7% à 0.35% du PIB, mais que l'objectif de 0.7% doit être de nouveau atteint en 2012. En 2007 il sera de 0.5% soit 40% d'augmentation ; toutefois, et l'on appréciera l'euphémisme, celle-ci ne sera pas répercutée « homothétiquement » sur le budget de l'IRD, puisque le budget dégagé sera réparti entre toutes les institutions de recherche. Un comité de pilotage (COFA), réunissant des personnalités et des représentants du CNRS, de l'INSERM, du CIRAD, de l'Institut Pasteur et des Universités, a été mis en place pour piloter le projet d'Agence mais actuellement seuls deux agents IRD sont mobilisés sur ce projet, et les informations filtrent avec lenteur ! En l'absence de financement spécifique, l'IRD devra aller chercher les fonds lui-même, et finalement les mettre à la disposition des autres établissements, à commencer bien sûr par les universités. Selon le Président, les projets multidisciplinaires seraient privilégiés, et la mutualisation des ressources permettrait de mieux collecter les fonds.

Le déménagement du siège est venu précipiter le malaise de la maison. Initialement, le constat que l'immeuble de la rue La Fayette était devenu inadapté, surchargé et dangereux, et que le coût d'une mise aux normes était excessif, a conduit la direction à décider un déménagement en banlieue. Une décision gouvernementale est alors intervenue pour pousser à la décentralisation vers la province, et une douzaine de villes avaient plaidé devant le personnel pour défendre leur candidature ; Lille avait alors reçu la meilleure évaluation, suivie de Marseille et de quelques autres. Lors de son dernier entretien avec les représentants du SNCS, le 6 novembre 2006, le président Girard n'avait pris parti pour aucun choix. Mais par un tour de passe-passe étrange, après l'éviction de l'hypothèse région parisienne, la direction, appuyée en cela par les Ministère de tutelle, a mis tout son poids pour appuyer Marseille, pourtant moins avantageuse que Lille. Après la tenue d'un CTPC le 11 décembre, où les élus du personnel s'étaient refusés à voter sur la question de la délocalisation, le Conseil d'Administration du 20 décembre différé pour pouvoir valider cette décision, s'est tenu dans une ambiance extrêmement tendue, alors que les salariés manifestaient fortement à l'extérieur. Malgré les arguments solennels des élus du personnel, le vote a finalement désigné Marseille à une courte majorité, grâce à l'appui grossier des représentants des ministères, mais aussi celui des membres extérieurs du CA (qui ne se sont distingués que par un seul vote pour Lille et une abstention). La pression gouvernementale a-t-elle été trop forte ? Le président a-t-il voulu donner un gage au DG ? Une décision du CA aurait pu s'opposer à la délocalisation, ce qui a effrayé le Secrétaire Général de l'IRD, lequel a cru bon de tenter de faire pression sur l' élu SNCS, et a envoyé une circulaire à tous les membres du CA, les prévenant du risque (imaginaire) selon lequel les personnels menaçaient de saturer leurs courriers électroniques de messages hostiles à la délocalisation.

Cette décision du CA a soulevé des protestations générales, tant au sein du personnel qu'auprès de nos partenaires, et suscité des démonstrations de grande ampleur (pétition, manifestations, menace de grève). Au moment où l'Institut est promu au rang d'agence scientifique de premier plan, sa relocalisation loin de Paris va énormément compliquer le fonctionnement de la maison. En premier lieu, le personnel employé au siège ne pourra, à au moins 80% d'après le dernier sondage, suivre un déménagement, et, outre les conséquences personnelles dramatiques que cela implique, il en résultera une considérable perte de compétence longue à compenser. En outre, l'IRD est un institut qui gère de considérables échanges internationaux qui par essence aboutissent à Paris, qu'il s'agisse des ministères de tutelle, des partenaires étrangers, ou des chercheurs disséminés dans le monde entier. Une délocalisation perturbera énormément ces échanges, et induira surcoûts de déplacements incalculables, temps perdu et désordre. Enfin, la disparition de l'IRD sur la place de Paris peut être interprété comme une volonté de minoration symbolique de sa fonction.

Le dernier épisode pénible de 2006 a concerné la discussion du budget 2007, où les dotations aux unités sont amputées de 12 à 20% ; l'ensemble des représentants du personnel s'est opposé à ce budget, tandis que l'ensemble des représentants des tutelles et des partenaires a, comme

d'habitude, voté pour. Au total, ces différentes manœuvres peuvent être perçues comme des tentatives de démantèlement de l'IRD, ou du moins sa transformation radicale en outil de service. Une attaque récente dans La Recherche présente l'IRD comme une structure marquée par le péché originel de son origine coloniale et -on ne sait pourquoi- incapable d'évoluer. L'existence d'un tel institut, pourtant idéalement positionné dans les grands enjeux planétaires sur le développement planétaire et les rapports nord-sud, dérange manifestement.